

Art. 4. De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die bevoegd is voor het veiligheids- en preventiebeleid, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 februari 2024.

Namens de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor territoriale ontwikkeling en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor klimaattransitie, leefmilieu, energie en participatieve democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor financiën, begroting, openbaar ambt, de promotie van meertaligheid en van het imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor werk en beroepsopleiding, digitalisering en plaatselijke besturen,

B. CLERFAYT

Art. 4. Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, qui a la politique de sécurité et de prévention dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} février 2024.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Energie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé, des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/001063]

25 JANVIER 2024. — Décret relatif à l'octroi de subventions pluriannuelles s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre du Plan social santé intégré bruxellois pour des projets dans les secteurs de l'aide aux personnes et de la santé en ce compris de la promotion de la santé

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

3° PSSI : le Plan social santé intégré bruxellois tel qu'adopté par le Collège de la Commission communautaire française le 7 juillet 2022 relatif à la politique de la santé et de l'aide aux personnes visées à l'article 5, § 1^{er}, I et II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles à l'exception des matières visées à l'article 5, § 1^{er}, II, 3° et 4°, de la même loi spéciale et des matières relatives aux crèches;

4° bénéficiaire : toute personne morale, qui ne peut, directement ou indirectement, distribuer ou fournir un quelconque avantage patrimonial, sauf pour l'objectif désintéressé défini dans ses statuts et qui a un siège d'activités sur le territoire de la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

5° petits investissements : l'équipement, les petits travaux de rénovation de locaux de bureaux, l'achat de meubles et de matériel pour développer l'activité, la peinture des locaux, etc. Sont exclus les investissements liés à l'achat d'un immeuble.

CHAPITRE 2 — Objet et critères de la subvention

Art. 3. Le présent décret vise à soutenir les bénéficiaires dont les projets s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre du PSSI et dont les activités sont en lien avec les secteurs de l'aide aux personnes et de la santé en ce compris de la promotion de la santé visés à l'article 5, § 1^{er}, I et II, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles à l'exception des matières visées à l'article 5, § 1^{er}, II, 3° et 4°, de la même loi spéciale et des matières relatives aux crèches.

Le Collège fixe les priorités relatives à l'octroi de subventions pluriannuelles sur base des orientations fixées dans le PSSI et de la durée antérieure du subventionnement de l'activité du bénéficiaire.

Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Collège octroie des subventions pluriannuelles aux bénéficiaires.

Art. 4. Les subventions octroyées sur base du présent décret ne peuvent l'être que si le projet répond aux critères minimaux suivants :

1° s'inscrire dans les priorités visées à l'article 3;

2° proposer une activité ne faisant pas l'objet d'une réglementation qui soumet l'exercice de celle-ci à un agrément et qui prévoit un subventionnement à cet effet;

3° avoir déjà bénéficié d'un subventionnement préalable du Collège pour cette même activité depuis au moins trois ans.

Le Collège fixe les exigences relatives au contenu des demandes ainsi que la procédure d'octroi des subventions.

Art. 5. Les subventions sont octroyées pour couvrir des frais de personnel et de fonctionnement et les petits investissements.

Art. 6. Le montant des subventions pluriannuelles visées par le présent décret est indexé annuellement au 1^{er} janvier selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de la subvention de la première année octroyée dans le cadre du présent décret} \times \text{indice santé du mois de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé du mois de décembre précédent la première année de subsidie dans le cadre du présent décret}}$$

Les subventions pluriannuelles visées dans le présent décret doivent être comprises comme des obligations récurrentes au sens de l'article 5, 2^o, a) du décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent.

Le Collège fixe les modalités de liquidation de la subvention.

CHAPITRE 3 — *Durée, prolongation et retrait des subventions*

Art. 7. Les projets sont subventionnés pour une période de 3 ans. Ils peuvent être prolongés pour une durée de 5 ans.

Pour être prolongé, le projet doit bénéficier d'une évaluation positive ou positive sous condition.

Dans le cas où le projet fait l'objet d'une évaluation négative, le projet ne peut être prolongé.

Art. 8. Le Collège fixe la procédure d'introduction et de prolongation des projets.

CHAPITRE 4 — *Évaluation*

Art. 9. Les projets subventionnés sont évalués par l'administration au terme de chaque période de 3 ou 5 ans sur la base notamment des rapports d'activités. Le Collège fixe les modalités d'évaluation et le canevas du rapport d'activités.

Art. 10. Les évaluations réalisées par l'administration sont positives, positives sous condition ou négatives.

Art. 11. L'administration réalise annuellement une évaluation globale des projets subventionnés pluriannuellement. Cette évaluation est transmise au Collège.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

La Ministre-Présidente du Collège, en charge de la Promotion de la Santé, des Familles,
du Budget et de la Fonction publique,

B. TRACHTE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/001063]

25 JANUARI 2024. — Decreet betreffende de toekenning van meerjarige subsidies in het kader van de uitvoering van het Brussels Geïntegreerd Welzijns- en Gezondheidsplan voor projecten in de sector van de bijstand aan personen en de gezondheidssector, met inbegrip van de gezondheidsbevordering

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1^o College: het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2^o administratie: de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

3^o GWGP: het Brussels Geïntegreerd Welzijns- en Gezondheidsplan zoals aangenomen door het College van de Franse Gemeenschapscommissie op 7 juli 2022 met betrekking tot het gezondheidsbeleid en het beleid inzake bijstand aan personen bedoeld in artikel 5, § 1, I en II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3^o en 4^o, van dezelfde bijzondere wet en aangelegenheden met betrekking tot crèches.

4^o begunstigde: elke rechtspersoon, die rechtstreeks noch onrechtstreeks enig vermogensvoordeel mag uitkeren of verstrekken, behalve voor het in zijn statuten bepaald belangeloos doel, met een bedrijfszetel op het grondgebied van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;

5^o kleine investeringen: apparatuur, kleine renovatiewerken aan kantoorruimten, aankoop van meubilair en materiaal om de activiteit te ontwikkelen, schilderen van lokalen, enz. Investeringen in verband met de aankoop van een gebouw zijn uitgesloten.

HOOFDSTUK 2 — *Doel en criteria van de subsidie*

Art. 3. Dit decreet strekt ertoe de begunstigten te ondersteunen met projecten die kaderen in de uitvoering van het GWGP en met activiteiten in de sector van de bijstand aan personen en de gezondheidssector, met inbegrip van de gezondheidsbevordering, bedoeld in artikel 5, § 1, I en II, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met uitzondering van de aangelegenheden bedoeld in artikel 5, § 1, II, 3^o en 4^o, van dezelfde bijzondere wet en aangelegenheden met betrekking tot crèches.

Het College legt de prioriteiten vast voor het toekennen van meerjarige subsidies op basis van de richtsnoeren in het GWGP en de vorige subsidiëeringsduur van de activiteit van de begunstigde.

Het College kent de meerjarige subsidies toe aan de begunstigten binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Art. 4. De subsidies toegekend op basis van dit decreet kunnen slechts worden toegekend als het project voldoet aan de volgende minimumcriteria:

1° kaderen in de prioriteiten bedoeld in artikel 3;

2° een activiteit voorstellen die niet onderworpen is aan een reglementering die de uitoefening van die activiteit afhankelijk stelt van een erkenning en die daartoe in subsidiëring voorziet;

3° al minstens drie jaar eerdere subsidiëring van het College hebben ontvangen voor dezelfde activiteit.

Het College legt de vereisten voor de inhoud van de aanvragen en de toekenningsprocedure voor de subsidies vast.

Art. 5. De subsidies worden toegekend om personeelskosten, werkingskosten en kleine investeringen te dekken.

Art. 6. Het bedrag van de meerjarige subsidies bedoeld in dit decreet wordt jaarlijks op 1 januari geïndexeerd volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{Subsidiebedrag voor het eerste jaar uit hoofde van dit decreet} \times \text{gezondheidsindex van de maand december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van de maand december voorafgaand aan het eerste subsidiejaar uit hoofde van dit decreet}}$$

De in dit decreet bedoelde meerjarige subsidies moeten worden beschouwd als "recurrente verbintenissen" in de zin van artikel 5, 2°, a), van het decreet van 24 april 2014 houdende bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle van de administratieve diensten van de Franse Gemeenschapscommissie en de administratieve openbare instellingen die daarvan afhangen.

Het College stelt de voorwaarden vast voor de vereffening van de subsidie.

HOOFDSTUK 3 — *Duur, verlenging en intrekking van de subsidies*

Art. 7. xDe projecten worden voor een periode van drie jaar gesubsidieerd. Ze kunnen worden verlengd voor een duur van één jaar.

Om te kunnen worden verlengd, moet het project positief of voorwaardelijk positief worden geëvalueerd.

Als het project een negatieve evaluatie krijgt, kan de subsidiëring niet worden verlengd.

Art. 8. Het College legt de procedure vast voor het indienen en verlengen van projecten.

HOOFDSTUK 4 — *Evaluatie*

Art. 9. De gesubsidieerde projecten worden door de administratie geëvalueerd aan het einde van elke periode van drie of vijf jaar, met name op basis van de activiteitenverslagen. Het College legt de nadere regels voor de evaluatie vast en het model voor het activiteitenverslag.

Art. 10. De door de administratie uitgevoerde evaluaties zijn positief, voorwaardelijk positief of negatief.

Art. 11. De administratie voert jaarlijks een globale evaluatie uit van de projecten die op meerjarige basis worden gesubsidieerd. Die evaluatie wordt overgemaakt aan het College.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 25 januari 2024.

De Minister-voorzitster van het College, bevoegd voor Gezondheidsbevordering,
Gezin, Begroting en Openbaar Ambt,
B. TRACHTE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/000225]

26 OCTOBRE 2023. — Arrêté 2023/683 du collège de la commission communautaire française modifiant l'arrêté 2011/183 du collège de la commission communautaire française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des services ambulatoires « action sociale et famille » et « sante » du collège de la commission communautaire française

Le Collège de la Commission Communautaire Française,

Vu le décret de la Commission Communautaire Française du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, l'article 32 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 4 juin 2009 portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé, l'article 3 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission Communautaire Française du 22 septembre 2011 portant sur la programmation des Services ambulatoires « Action Sociale et Famille » et « Santé » du Collège de la Commission Communautaire Française, tel que modifié,

Vu les avis du Conseil Consultatif Bruxellois Francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé « Section Services Ambulatoires » et « Section Aide et soins à domicile », donnés les 17 mai et le 11 mai 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 avril 2023 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège, chargée du Budget, donné le 27 avril 2023 ;

Vu l'avis du comité ministériel en application de l'article 14 de l'accord de coopération cadre entre la Communauté française, la région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matière donné le 16 juin 2023;